

13/11/2012

## **L'instabilité politique coûterait au Liban 5 % de son PIB**

**LIBAN - ÉTUDE** Le pays a été marqué par tout type d'événements ces six dernières années : guerre, manifestations, affrontements armés, assassinats politiques, démission gouvernementale... Malgré l'apparente résilience des principaux secteurs économiques, le coût d'un point de vue macroéconomique est conséquent et pourrait se chiffrer à 5 % du PIB par habitant.

Dans une enquête menée pour le Lebanese Center for Policy Studies (LCPS), Nisrine Salti, présidente du département d'économie à l'Université américaine de Beyrouth (AUB), a estimé le coût économique de l'instabilité politique au Liban à 5 % de son PIB. L'enquête porte sur la période de 2005 à 2010 et révèle que l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri et la guerre de juillet 2006 ont été les deux événements ayant le plus affecté l'économie du pays.

Dans son étude, Nisrine Salti a analysé de quelles manières les principaux indicateurs économiques ont été affectés ou pas par les événements politiques. L'objectif étant d'identifier quels sont les secteurs économiques les plus vulnérables face aux chocs. Ces six dernières années, le pays a en effet été marqué par tout type d'événements : guerre, manifestations, affrontements armés, assassinats politiques, démission gouvernementale... Nisrine Salti s'est penchée sur la question de leur impact sur l'économie. La chercheuse a ainsi passé en revue les principaux indicateurs économiques (la construction, la finance, les dépôts bancaires, le risque souverain, les échanges commerciaux, les flux à l'aéroport international et l'indice de confiance du consommateur) pour analyser quelles ont été les répercussions économiques de l'instabilité politique entre 2005 et 2010. Selon ses conclusions, malgré l'apparente résilience des principaux secteurs économiques, le coût d'un point de vue macroéconomique est conséquent et pourrait se chiffrer à 5 % du PIB par habitant.

Le secteur de la construction apparaît comme assez résilient aux événements. Selon l'étude, l'événement ayant le plus affecté les livraisons de ciment a été la guerre de juillet 2006, avec une chute drastique de ces dernières. Les événements les plus importants qui ont suivi, comme le conflit de Nahr el-Bared ou les affrontements de mai 2008, ont eu un effet sensiblement moins important sur les livraisons de ciment. Les permis de

construire délivrés ont eux aussi significativement diminué en 2006.

Du côté financier, les chèques compensés constituent un indicateur majeur de la résilience du secteur bancaire. Par ailleurs, les échanges en devises locales sont un indicateur important de confiance monétaire. Les chèques compensés en devises libanaises ont montré plus de résilience que leurs équivalents en devises étrangères. Le changement des transactions de la livre libanaise au dollar est par ailleurs un indicateur clair de l'impact des événements politiques sur le système financier. Ainsi, l'assassinat de Hariri, la guerre de 2006, la démission du gouvernement Siniora et le sit-in au centre-ville ont été associés à de considérables fuites des livres libanaises. À l'inverse, la période d'après-2006 et celle post-Doha ont vu une augmentation rapide des chèques compensés en devise locale.

Concernant le risque souverain, l'étude démontre que l'instabilité politique de 2005 à 2010 n'a pas affecté la perception de ce dernier, la valeur des bons du Trésor étant en augmentation constante. Enfin, la confiance du consommateur est, selon Nisrine Salti, le mécanisme ayant potentiellement le plus d'impact sur les résultats économiques d'un pays. Les accords de Doha en 2008 témoignent bien de ce regain de confiance.

Pris séparément, les secteurs économiques libanais semblent assez résilients aux différentes crises politiques, mais l'impact macroéconomique est significatif, comme le démontre le LCPS. Selon la méthodologie utilisée, en comparant le Liban avec un pays de même taille mais sans instabilité, les pertes sont estimées à 3,76 % du PIB pour 2005, 6,9 % du PIB pour 2006 et de 6,28 % pour 2007. Par ailleurs, les pertes dues à l'instabilité politique peuvent être chiffrées à 360 dollars par habitant en 2005, 665 dollars en 2006 et 640 dollars en 2007.